

6





Migration et développement

Les migrations peuvent être un bienfait ou un fléau pour les pays en développement : un bienfait parce qu'elles s'accompagnent de transferts de fonds et procurent des contacts et des expériences à l'étranger ; mais aussi un fléau parce qu'elles entraînent le départ des « élites ». Le défi politique consiste donc à minimiser les coûts des migrations et à en maximiser les bénéfices pour les pays en développement et les pays développés.


En guise de préambule...

La boutique est située aux portes de Paris, à quelques pas d'une station de métro. À l'extérieur, l'enseigne annonce une agence de voyage ; à l'intérieur, on découvre quelques cabines téléphoniques, deux postes Internet et un grand bureau au-dessus duquel est accrochée une photo aérienne de la ville de Fez, au Maroc.

Le sol est jonché de bagages : des valises démodées, des paquets encombrants entourés de ficelles et recouverts de toile cirée, et un carton plein à craquer qui contenait à l'origine un landau pour jumeaux. La semaine prochaine, ces bagages seront transportés par camion au Maroc, où ils seront récupérés par des familles émigrées passant leurs vacances au pays, des ouvriers marocains retournant chez eux pour de bon ou encore les parents de migrants qui travaillent en France.

Parmi les migrants qui ont apporté ces bagages ici, un grand nombre envoient aussi de l'argent régulièrement dans leur pays natal. Certains transfèrent ces fonds avec des mandats bancaires ou en faisant appel à des agences comme Western Union. D'autres les confient à des amis ou à des intermédiaires de confiance. Ces sommes vont généralement de 50 à 150 euros chaque mois ; elles peuvent sembler négligeables, mais, au Maroc, elles seront d'une grande utilité.

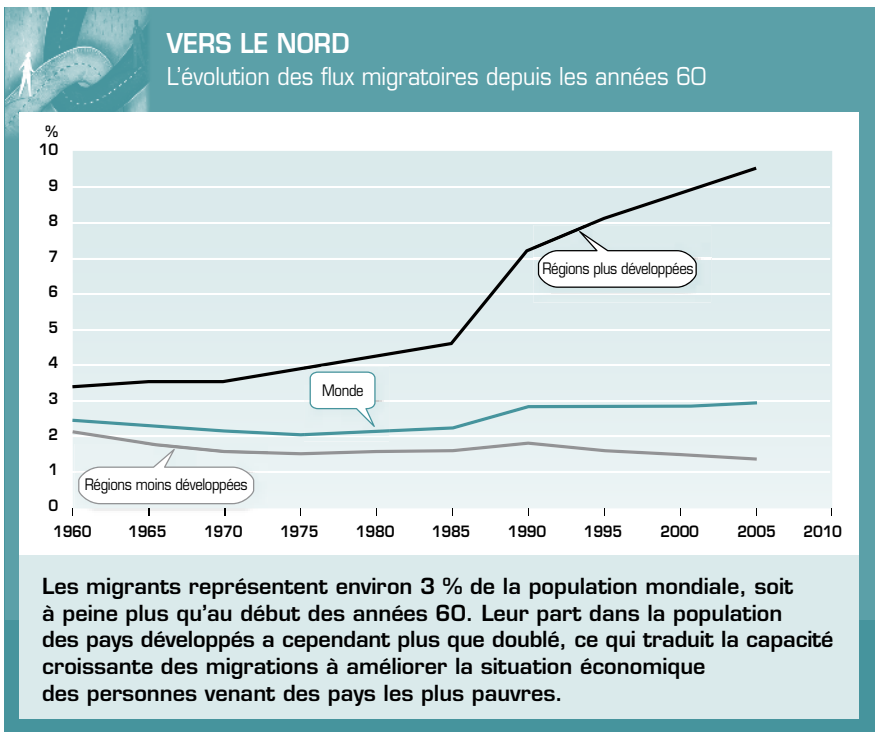
Assis derrière son bureau, Muhammed veille sur ces valises et ces paquets ; c'est lui qui s'assurera qu'ils arrivent bien à destination. De son propre aveu, Muhammed n'est pas très heureux en France : « La vie est trop chère ici. Le pouvoir d'achat ne cesse de dégringoler, et on paie beaucoup d'impôts. Tout ça encourage les immigrants à investir leur argent au pays au lieu de s'installer définitivement en France. »

 Les migrations influencent l'évolution économique et sociale de certains des pays les plus pauvres du monde. Elles peuvent jouer un rôle positif, par exemple à travers l'afflux de fonds envoyés par les migrants, mais elles peuvent également avoir des inconvénients, en particulier quand elles entraînent le départ des « élites » ou des soutiens de famille. Dans ce chapitre, nous examinerons certaines des relations complexes qui existent entre les migrations et le développement.

Des gagnants... et des perdants ?

Le principe général est le suivant : la plupart des migrants gagnent des pays plus riches que le leur – parfois juste un peu plus riches. Cela ne signifie pas que les migrants se déplacent uniquement des pays pauvres vers des pays riches. Comme nous l'avons vu au chapitre 2, à l'échelle mondiale, environ un tiers des migrants se déplace aussi d'un pays développé vers un autre pays développé, et un autre tiers, d'un pays en développement vers un autre pays en développement. Ce principe permet toutefois de souligner le rôle important que les facteurs économiques jouent pour beaucoup de migrants, c'est-à-dire la perspective de trouver un emploi mieux rémunéré ou d'améliorer son niveau de vie.

L'émigration peut apporter des bénéfices substantiels en termes d'augmentation des revenus des migrants. Mais elle peut également



Source : La cohérence des politiques au service du développement : Migrations et pays en développement.

StatLink  : <http://dx.doi.org/10.1787/148083116820>

avoir un profond impact sur les communautés qu'ils laissent derrière eux, en particulier dans le monde en développement. Cet impact a des aspects positifs, par exemple quand les transferts de fonds aident à réduire la pauvreté et permettent aux familles d'investir dans l'éducation de leurs enfants. Toutefois, il comporte également des aspects négatifs lorsque le départ de travailleurs très instruits ou hautement qualifiés empêche le pays de réaliser tout son potentiel.

Qu'il soit positif ou négatif, l'impact économique des migrations sur les pays en développement a trois conséquences principales.

La population active change. Selon le profil et le nombre de ses émigrants, un pays en développement peut connaître une pénurie de certains types de travailleurs. Dans certains cas, les pays les plus pauvres subissent un « exode des cerveaux » qui les prive des personnes qualifiées dont ils ont besoin pour donner un coup de fouet à leur économie, ainsi que de travailleurs clés dans des domaines comme la santé et l'éducation.

La productivité est affectée. La productivité mesure la valeur des biens et des services produits par les travailleurs. D'ordinaire, la productivité des travailleurs est d'autant plus élevée qu'ils sont plus qualifiés (pensez à ce qui sépare un adolescent préparant des hamburgers dans un fast-food et le chef expérimenté d'un restaurant réputé). D'un point de vue économique, cela signifie que la productivité peut chuter dans les pays en développement qui perdent des travailleurs qualifiés, affectant ainsi leur économie.

Des fonds sont transférés. Il est fréquent que les émigrés envoient de l'argent dans leur pays d'origine, ce qui aide leur famille, les communautés locales et même l'économie dans son ensemble. Comme ces transferts de fonds empruntent des canaux « non officiels », il est impossible de calculer leur montant exact à l'échelle mondiale. Cependant, selon certaines estimations, ils pourraient représenter jusqu'à trois fois l'aide extérieure fournie aux pays en développement.

« Les migrations internationales contribuent à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté dans le pays d'origine à travers trois mécanismes : effets sur l'offre de travail, effets sur la productivité, et transferts de fonds – c'est-à-dire l'argent et les économies envoyés par les émigrés dans leur pays d'origine. »

*La cohérence des politiques au service du développement :
Migrations et pays en développement*

Les migrations peuvent apporter des avantages économiques considérables aux pays en développement. Cependant, ils mettent parfois un certain temps avant de se matérialiser et certains n'apparaissent qu'à des étapes données du cycle migratoire. Par exemple, les migrants ne commencent habituellement à transférer des fonds qu'après s'être installés dans leur pays d'accueil, et non immédiatement après leur arrivée. Mais les migrations représentent également un coût pour le pays d'origine, tant sur le plan social qu'économique. Bien qu'il soit difficile de calculer les avantages et les inconvénients que l'émigration entraîne à l'échelle d'un pays, il ne fait aucun doute qu'elle peut avoir un impact négatif sur les familles, les villages et même les régions que les migrants laissent derrière eux.

Les « orphelins » des migrations

Avez-vous lu le *Testament des champignons* ? Le titre est inattendu, mais le sujet abordé – l'émigration et ses effets sur ceux qui partent et sur ceux qui restent – est tout sauf insolite pour les Lettons. Après l'entrée de la Lettonie dans l'Union européenne en 2004, de nombreux Lettons ont profité de leur nouvelle liberté pour aller travailler dans certains pays de l'UE, et ailleurs. La Grande-Bretagne et l'Irlande faisaient partie de leurs destinations favorites. Les Lettons y ont travaillé dans de nombreux domaines, notamment dans des fermes cultivant des champignons, d'où le titre du livre (tout récemment, avec le ralentissement des économies d'Europe occidentale, les émigrés semblent retourner au pays).

Si les familles lettones ont bénéficié des transferts de fonds envoyés par leurs migrants, elles ont aussi payé le prix de l'émigration. Comme Laima Muktupavela, l'auteur du *Testament des champignons*, l'a expliqué à un journaliste : « Pratiquement toutes les familles du pays ont subi l'absence d'un fils, d'une fille, d'une mère ou d'un père parti travailler dans les fermes de champignons d'Irlande. » Elle-même est partie, et, pendant son absence, ses quatre enfants – des « orphelins des champignons », comme on les appelle en Lettonie – se sont sentis abandonnés, tandis que son conjoint l'a quittée pendant quelque temps.

On entend des histoires similaires dans le monde entier. Dans de nombreux villages, des maisons abandonnées côtoient ainsi de splendides résidences flambant neuves, bâties avec l'argent envoyé par des migrants qui n'y résident que quelques semaines

par an. Comme l'auteur Sam Quinones, qui décrit dans ses livres les expériences des migrants mexicains partis aux États-Unis, l'a expliqué à un journaliste : « On trouve ce genre de ville fantôme dans pratiquement toutes les régions rurales du Mexique. On peut y voir de superbes demeures, aux portes-fenêtres coulissantes et aux clôtures de fer forgé, mais personne n'y vit. »

« ... en Albanie, quelque 20 000 femmes mariées vivaient sans leur conjoint au moment du recensement de 2001, alors que de nombreuses personnes âgées avaient été laissées par leurs enfants émigrants – le phénomène des personnes âgées orphelines isolées socialement. »

*La cohérence des politiques au service du développement :
Migrations et pays en développement*

Les migrations – en particulier quand elles sont temporaires ou à court terme – drainent habituellement des populations en âge de travailler, laissant seuls les jeunes et les personnes âgées. Les transferts de fonds des migrants peuvent bien sûr être très bénéfiques pour les enfants et les adolescents, en particulier quand ils servent à améliorer leur santé et leur éducation. Mais l'absence de leurs parents, partis travailler à l'étranger, peut nuire à leur développement. Ainsi, en Bulgarie, un pays qui a connu une forte émigration depuis la fin de l'ère communiste, des études ont montré que les taux de décrochage scolaire étaient relativement élevés parmi les enfants de migrants. Bien souvent, c'était parce qu'ils partaient rejoindre des membres de leur famille travaillant à l'étranger. Les études menées dans ce pays ont également révélé que les professeurs ont davantage de problèmes de discipline avec les élèves dont les parents travaillent à l'étranger.

L'impact des migrations sur les pays en développement dépasse cependant ces inquiétudes d'ordre social. La perte de travailleurs, qualifiés ou non, affecte les économies nationales dans leur ensemble.

De l'exode des cerveaux... à l'attraction des cerveaux ?

Sur l'île indonésienne de Bali, Yanuar Restu Widodo, un jeune infirmier de 24 ans, fait des plans pour son avenir. « Si j'allais travailler au Japon, je pourrais gagner 1 500 dollars par mois », soit près de cinq fois plus que ce qu'il gagne à Bali, comme il

l'explique à un journaliste. Jusqu'à présent, ce n'était qu'un rêve pour Yanuar. Mais un accord récemment conclu entre Tokyo et Jakarta autorise l'admission au Japon de 1 000 travailleurs de la santé. Le rêve de Yanuar pourrait devenir une réalité. «Je vais poser ma candidature dès que possible», affirme-t-il.

Si le Japon est traditionnellement réticent à accueillir les travailleurs étrangers sur son territoire, les choses pourraient bien commencer à changer. L'accord conclu avec l'Indonésie autorise l'entrée d'un grand nombre d'infirmières et de travailleurs sociaux, et c'est une première pour le Japon. Même si les restrictions seront strictes – les Indonésiens devront suivre une formation spéciale et passer des examens au Japon –, beaucoup prédisent que les portes du pays s'ouvriront davantage à l'avenir. Au Japon, la population vieillit à un rythme plus élevé que dans la plupart des autres pays développés, et les jeunes sont de moins en moins prêts à accepter les «emplois à 3K» (*kitsui*, *kitani* et *kiken*), c'est-à-dire difficiles, sales et dangereux.

Dans les décennies à venir, on pourrait ainsi rencontrer autant d'infirmières originaires d'Indonésie ou des Philippines au Japon que dans le reste de la zone OCDE, où leur nombre était estimé à 110 000 en 2000. En fait, quiconque a séjourné dans un hôpital d'un pays riche a de bonnes chances d'avoir été soigné par une infirmière ou un médecin né et formé à l'étranger. Les infirmières et les médecins provenant de pays en développement sont de plus en plus nombreux dans les pays de l'OCDE, ce qui suscite de nombreux débats, mais ce que l'on oublie souvent, c'est que leur départ a aussi un impact sur leur pays d'origine, tout comme celui des autres travailleurs, qualifiés ou peu qualifiés. Quelle est l'ampleur de cet impact ? La réponse dépend dans une certaine mesure des types de travailleurs qui partent et de leur degré de qualification.

L'émigration de travailleurs peu qualifiés

Le principal bénéfice qu'un pays en développement tire de l'émigration de travailleurs peu qualifiés peut résider dans le fait que leurs transferts de fonds contribuent à réduire la pauvreté, et ce, pour trois raisons.

- Tout d'abord, les travailleurs les moins qualifiés envoient en général des montants d'argent proportionnellement plus élevés que les travailleurs hautement qualifiés.

- Ensuite, ces travailleurs peu qualifiés viennent généralement de familles plus pauvres, et tous les bénéfices économiques de leur départ – comme les transferts de fonds – auront donc de grandes chances de profiter aux familles qui ont les besoins les plus urgents.
- Enfin, selon les taux de chômage des pays d'origine, le départ de travailleurs peu qualifiés peut soit provoquer une augmentation des salaires des travailleurs restés sur place, soit leur apporter de nouvelles opportunités d'emploi.

Ce dernier point mérite d'être développé plus en détail. Quand le taux de chômage est faible, les entreprises peuvent avoir du mal à remplacer les travailleurs qui émigrent, d'où une hausse des salaires des personnes restées sur place, les entreprises recherchant activement à remplacer les travailleurs qu'elles ont perdus, du moins en théorie. Dans le monde réel, toutefois, les migrations sont le plus souvent associées au chômage, et il est rare que les taux d'émigration soient élevés dans les pays où le chômage est faible. Dans ce genre de situation, le départ de travailleurs peu qualifiés est susceptible d'apporter de nouvelles opportunités d'emploi à la fois aux personnes qui cherchent un travail et à celles qui en ont déjà un.

L'émigration de travailleurs hautement qualifiés

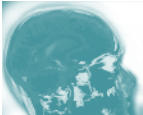
Le départ de travailleurs hautement qualifiés et de professionnels – «l'exode des cerveaux» – est souvent perçu comme un des principaux dangers des migrations, même si la nature de ces risques est parfois mal définie. En fait, il y a des raisons de penser que ces migrations peuvent être bénéfiques, principalement quand les émigrés et les personnes parties temporairement à l'étranger retournent dans leur pays d'origine en y apportant de nouvelles compétences.

Si les migrations internationales sont parfois perçues comme un phénomène à caractère permanent, une partie des migrants rentreront en réalité dans leurs pays d'origine un jour ou l'autre. Même au moment des pics d'immigration que les États-Unis ont connus au tournant des XIX^e et XX^e siècles, on estime qu'entre un quart et un tiers des migrants sont rentrés vivre dans leurs pays. En fait, certains d'entre eux ont fait des allers et retours répétés entre les États-Unis et leur pays, un phénomène que l'on appelle la «migration circulaire».

« Le retour d'émigrés, tout comme les migrations temporaires et circulaires, peut favoriser la diffusion et l'échange des compétences et des savoir-faire. »

*La cohérence des politiques au service du développement :
Migrations et pays en développement*

Le retour des migrants – permanents ou temporaires – peut être bénéfique dans de nombreux domaines. Au Mexique, par exemple, on a constaté que les enfants des familles de retour sont en meilleure santé et moins susceptibles de mourir en bas âge, ce qui est en grande partie dû aux connaissances sanitaires acquises par leurs mères à l'étranger. Du point de vue économique, les migrants de retour peuvent rapporter avec eux des connaissances

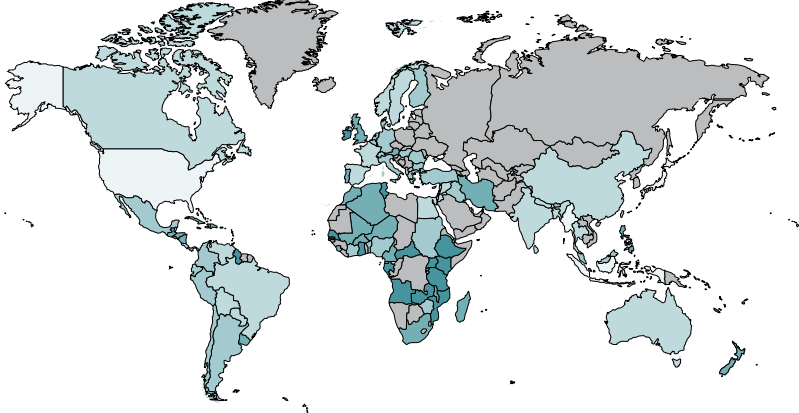


L'EXODE DES CERVEAUX

Personnes ayant obtenu leur diplôme universitaire à l'étranger dans les pays de l'OCDE

Parts de ressortissants d'un pays ayant une instruction universitaire résidant dans un (autre) pays membre de l'OCDE.

Moins de 2 % Moins de 5 % Moins de 10 %
Moins de 20 % Plus de 20 % Non inclus



Dans certaines parties de l'Afrique subsaharienne et de l'Amérique centrale, ce sont jusqu'à 50 % de tous les diplômés des universités qui migrent vers des pays de l'OCDE. Cette migration peut avoir de graves conséquences pour ces régions dans des domaines comme la santé, l'éducation et l'ingénierie.

* La représentation et l'utilisation des frontières n'engagent pas la responsabilité de l'OCDE ni n'impliquent de reconnaissance officielle de sa part.

Source : Centre du développement de l'OCDE.

et des contacts utiles et jouer un rôle très efficace en matière de transfert de compétences.

Il faut toutefois garder la tête froide au sujet de ces bienfaits. Les migrations de retour concernent en réalité davantage les migrants des pays les plus riches que ceux des pays pauvres et en développement. De même, il est possible que les migrants retournent dans leur pays d'origine avec de nouvelles compétences qui ne sont pas réellement utilisables dans un pays en développement.

Comprendre l'exode des cerveaux

Quelle est l'ampleur de l'exode des cerveaux ? Une façon de l'évaluer consiste à se pencher sur le pourcentage des diplômés d'un pays qui vivent à l'étranger. Sur les 40 pays qui comptent le plus grand nombre de diplômés travaillant à l'étranger dans un pays de l'OCDE, un peu plus de la moitié (21) se trouvent en Afrique, et, à trois exceptions près, ils sont tous en Afrique subsaharienne. À la différence des émigrants du sud-est de l'Europe, par exemple, de nombreux émigrants africains sont hautement qualifiés, un phénomène qui entraîne des pertes dans trois domaines principaux :

- Premièrement, les pays en développement « perdent » ceux qui, dans des circonstances normales, seraient leurs principales sources d'innovation et apporteraient le plus au renouvellement des idées.
- Deuxièmement, ils « perdent » l'argent qu'ils ont investi dans l'éducation de leur population.
- Troisièmement, ces pays peuvent connaître des pénuries de personnel qualifié qui les empêchent d'offrir des services de santé et d'éducation adéquats.

La question des flux de travailleurs de la santé est sans doute la plus débattue. En 2000, dans la zone OCDE, environ 11 % des infirmières étaient nées dans un pays étranger, et c'était le cas de 18 % des médecins. Ces estimations étaient encore plus élevées dans certains pays : aux États-Unis, c'était environ le quart des médecins qui était d'origine étrangère, et environ le tiers au Royaume-Uni. Depuis 2000, ces chiffres ont très vraisemblablement encore augmenté.

En un sens, l'exode de ces médecins signifie que les contribuables des pays pauvres subventionnent les systèmes de santé de pays

bien plus riches que les leurs. On peut également s'inquiéter du fait que les écoles de médecine des pays en développement – influencées par les projets de voyage de leurs étudiants – accordent trop d'importance à des maladies dont la prévalence est plus forte dans les pays développés qu'au plan local. Et le départ de jeunes médecins talentueux peut aussi affecter la capacité des pays pauvres à lutter contre le VIH/sida.

L'émigration ne concerne pas seulement les hommes. Les femmes émigrent, elles aussi, et cette dimension de l'exode des cerveaux est souvent négligée. Dans les pays en développement, les femmes ont souvent plus de difficulté que les hommes à acquérir une formation universitaire, mais celles qui y parviennent sont très susceptibles d'émigrer. Le départ de ces femmes non seulement représente une perte de capital humain pour les pays en développement, mais il a également des répercussions importantes sur la capacité des jeunes générations à donner leur plein potentiel. Des recherches ont montré que la migration des femmes hautement qualifiées nuit considérablement à ces jeunes, et ce, de nombreuses manières : notamment en augmentant les taux de mortalité chez les enfants de moins d'un an et de moins de cinq ans, et en faisant baisser les taux de fréquentation des écoles secondaires.

Pour certains pays en développement, l'impact de l'exode des cerveaux est particulièrement aigu. C'est par exemple le cas du Malawi, où le système de santé est gravement affecté par le départ des travailleurs de la santé qualifiés. Dans de nombreux autres pays en développement – il est important de le souligner – la mauvaise qualité des services de santé s'explique par d'autres facteurs, parfois plus importants, que les migrations. Dans certains de ces pays, le système de santé est parfois incapable d'offrir suffisamment de postes à ses stagiaires en médecine, ce qui oblige certains d'entre eux à partir à l'étranger. En outre, selon des analyses menées par des agences des Nations Unies, bloquer la migration des travailleurs de la santé des pays en développement ne réglerait pas complètement les pénuries de personnel dans ce domaine. En effet, selon l'Organisation mondiale de la santé, les pays africains où les pénuries sont les plus graves auraient besoin d'environ 2.4 millions de travailleurs de la santé supplémentaires. Or ils ne sont actuellement qu'à peine 600 000 à migrer pour travailler dans la zone OCDE. Pour que ces pays puissent développer des systèmes de santé adéquats, il est donc nécessaire d'adopter une approche bien plus globale de ce problème.

« ... les migrations internationales ne sont pas la cause principale, et leur diminution la solution à la crise mondiale des ressources humaines de la santé, même si elles exacerbent l'acuité des difficultés dans certains pays. »

Perspectives des migrations internationales : SOPEMI 2007

Cela vaut également pour les pays développés. Trop souvent, l'embauche de travailleurs de la santé étrangers est une solution de facilité, à la fois simple et rapide, mais qui ne s'attaque pas au fond du problème : il faudrait en réalité repenser en profondeur des questions telles que la formation et la capacité des systèmes de santé à conserver leur personnel qualifié. En effet, on l'oublie facilement, de nombreux médecins d'origine étrangère travaillant dans des pays développés sont eux-mêmes nés dans la zone OCDE. Face au vieillissement de leurs populations dans les années à venir, les pays de l'OCDE devront mieux intégrer dans leurs systèmes de santé les travailleurs de la santé nés sur leur territoire.

Le rôle des transferts de fonds

Dans la plupart des grandes villes du monde, on finit inévitablement par tomber sur l'habituel « M » doré de McDonald's ou sur la sirène d'un Starbucks, à tel point qu'ils donnent l'impression d'être omniprésents. Pourtant, une autre entreprise américaine compte encore plus de points de vente à l'échelle mondiale. En fait, elle en possède plus que McDonald's, Starbucks, Burger King et Wal-Mart réunis, et même cinq fois plus selon le *New York Times*. Son nom ? Western Union.

Cette entreprise, qui a vu le jour dans les années 1850, assurait à l'origine l'envoi de télégrammes à travers le vaste continent nord-américain. Après avoir frôlé la faillite au début de l'ère Internet, elle a su se renouveler ces dernières années en concentrant ses activités sur un secteur très précis : celui des transferts de fonds des migrants. Western Union a parfois fait l'objet de controverses – on l'a accusée de facturer des frais trop élevés – mais son succès reflète l'augmentation considérable des montants envoyés par les migrants dans leurs pays d'origine.

En 1995, le volume de ces transferts était estimé à 102 milliards de dollars à l'échelle mondiale. Il avait plus que doublé en 2005,

Qu'est-ce qu'un transfert de fonds ?

Les transferts des fonds sont les montants d'argent que les migrants envoient dans leurs pays d'origine, en général pour que leur famille les utilise ou pour les utiliser eux-mêmes ultérieurement. Il arrive aussi que les migrants accumulent des économies pendant qu'ils sont à l'étranger : quand ils rentrent définitivement dans leur pays d'origine, l'argent qu'ils emportent avec eux est généralement considéré

comme un transfert de fonds. Dans le cadre des compilations statistiques, cette définition peut même être encore plus large et inclure toutes les sommes d'argent payées à des migrants temporaires pendant leurs séjours à l'étranger ou à des travailleurs qui doivent passer une frontière internationale tous les jours pour aller travailler, par exemple les Belges travaillant au Luxembourg.

atteignant 232 milliards, soit bien plus que les montants alloués à l'aide au développement ou à l'investissement direct à l'étranger. En 2007, selon les estimations de la Banque mondiale, le chiffre atteignait 318 milliards, dont 240 milliards (environ les trois quarts) allaient aux pays en développement. Et il est presque certain que ces estimations sont très inférieures à la réalité : en effet, une part importante de ces transferts ne transite pas par les « canaux officiels », c'est-à-dire les banques ou des agences telles que Western Union.

Qui envoie de l'argent et pourquoi ?

Quels facteurs déterminent les montants d'argent envoyés par les émigrés ? Logiquement, les personnes qui émigrent seules, en laissant un conjoint et des enfants derrière elles, envoient en général des montants plus élevés que celles qui émigrent avec leur famille. Et il n'est pas rare qu'il s'agisse également de travailleurs peu qualifiés : en règle générale, ces émigrés viennent donc des communautés les plus pauvres.

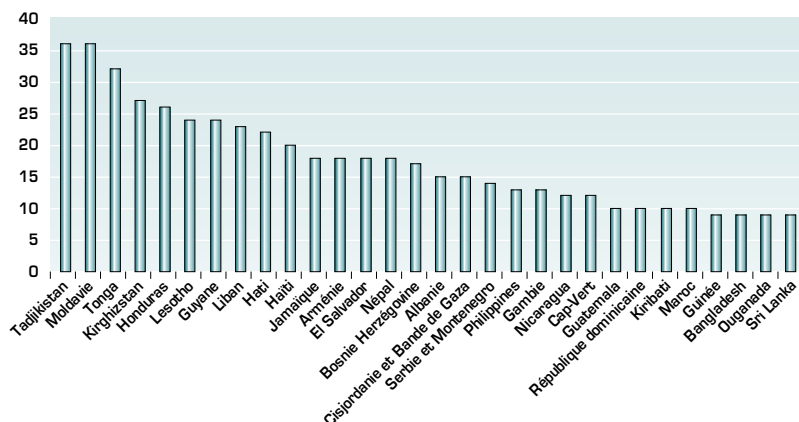
« ... l'intention des émigrés de revenir rejoindre leur famille au pays [...] est un facteur clé qui induit de hauts niveaux d'épargne et de transferts. »

*La cohérence des politiques au service du développement :
Migrations et pays en développement*

Le rôle de ces facteurs apparaît clairement lorsque l'on observe les modèles de transferts de fonds à l'échelle mondiale. Par exemple, les transferts de fonds les plus élevés au monde (2 600 dollars par personne chaque année) sont le fait des millions de migrants

QUI REÇOIT QUOI ?

Les transferts de fonds en pourcentage du PIB, 2006



Ce graphique indique pour chacun des pays représentés le pourcentage du PIB que constituent les transferts de fonds (argent envoyé au pays d'origine) de ses migrants. Par exemple au Tadjikistan, en 2006, les envois de fonds représentent 36 % du PIB – soit plus d'un tiers de l'activité économique totale du pays.

D'autres méthodes permettent néanmoins de mesurer l'ampleur des transferts de fonds. Par exemple, on peut évaluer les montants d'argent effectivement reçus par pays (données qui possèdent également l'avantage d'être plus à jour).

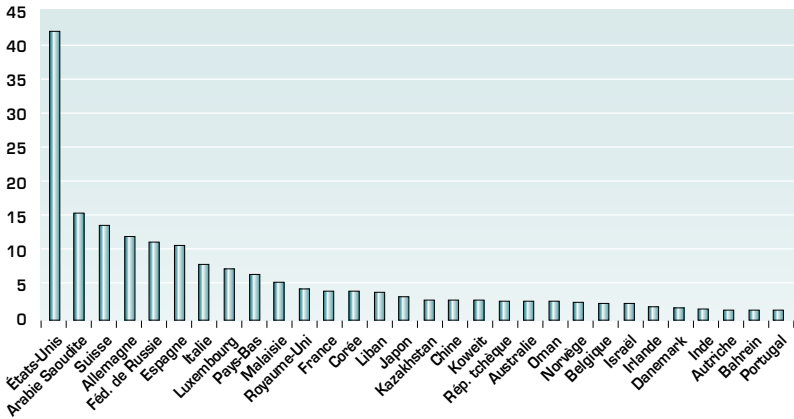
Les dix pays qui ont reçu les montants les plus importants en 2007 étaient, selon les estimations de la Banque mondiale :

Inde	\$27.0 milliards	Espagne	\$8.9 milliards
Chine	\$25.7 milliards	Belgique	\$7.2 milliards
Mexique	\$25.0 milliards	Allemagne	\$7.0 milliards
Philippines	\$17.0 milliards	Royaume-Uni	\$7.0 milliards
France	\$12.5 milliards	Roumanie	\$6.8 milliards

La présence dans cette liste de riches pays européens appartenant à l'OCDE peut surprendre. En réalité, une grande partie de l'argent reçu par ces pays ne sont pas des transferts de fonds au sens classique du terme. Par exemple, les salaires versés aux personnes qui vivent dans un pays mais travaillent dans un autre – comme les Belges qui se rendent chaque jour au Luxembourg pour travailler – sont considérés du point de vue statistique comme des transferts de fonds.

D'OÙ VIENT L'ARGENT ?

Total des sommes envoyées à l'étranger depuis les pays transférant le plus de fonds, en milliards de dollars, 2006



Bien que les États-Unis soient le pays d'où provient le plus grand volume de transferts de fonds en termes absolus, les immigrants de la région du golfe Persique envoient en moyenne plus d'argent dans leur pays d'origine que les migrants de toutes les autres parties du monde. Cela illustre probablement le fait que la plupart d'entre eux sont peu qualifiés et n'ont pas amené leur famille avec eux – deux facteurs liés à des transferts de fonds élevés.

Source : Banque mondiale (2008), *Recueil de statistiques 2008 sur les migrations et les envois de fonds*.

qui travaillent dans la région du golfe Persique. La plupart sont peu qualifiés, viennent de pays asiatiques, tels que le Bangladesh et les Philippines, et y retourneront un jour. En attendant, ils travaillent souvent dur pour gagner l'argent qu'ils envoient à leurs familles. Évoquant le Qatar, un État du golfe Persique, le gouvernement des États-Unis a ainsi parlé de « conditions d'esclavage involontaire », de contrats aux clauses mensongères offerts au moment du recrutement et de travailleurs « souvent astreints à des conditions de vie et de travail misérables ».

D'autres facteurs jouent également un rôle dans l'importance des transferts de fonds. Par exemple, plus les migrants passent de temps à l'étranger, plus la part de leur revenu qu'ils envoient tend à diminuer,

MIGRATION ET RÉCESSION	Transferts de fonds
<p>Selon les estimations de la Banque mondiale, les transferts de fonds vers les pays en développement ont commencé à marquer le pas fin 2008, avec l'amorce du ralentissement économique mondial. Alors qu'ils représentaient 2 % du PIB de ces pays en 2007, la Banque mondiale a calculé qu'ils tomberaient à 1.8 % en 2008 et environ 1.6 % en 2009. De tels reculs sont significatifs, mais ils doivent être mis en contexte. Tout d'abord, l'ensemble des pays en développement ne seront pas touchés de la même façon. Ensuite, d'autres sources de revenus – telles que l'aide extérieure et l'investissement étranger – diminueront également, entraînant un accroissement plus marqué encore de la part des transferts de fonds dans les flux destinés aux pays en développement.</p>	<p>Historiquement, les transferts de fonds ont en effet tendance à résister assez bien en période de récession. Cela tient à plusieurs raisons. Premièrement, les communautés de migrants se développent sur de nombreuses années et ne disparaissent pas du jour au lendemain au premier signe de récession. Deuxièmement, si les migrants décident de rentrer dans leur pays, ils emportent généralement leurs économies, lesquelles sont comptabilisées dans les transferts de fonds. Troisièmement, enfin, les transferts de fonds ne constituent qu'une partie des dépenses des migrants : même si leurs revenus baissent, ils font en général des sacrifices pour essayer de continuer à envoyer de l'argent dans leur pays d'origine.</p>

même si ce phénomène ne se fait parfois sentir qu'après plusieurs années. Cette diminution peut être contrebalancée par l'évolution des revenus des migrants, qui ont tendance à augmenter avec le temps : le montant de leurs transferts de fonds peut ainsi ne pas diminuer en chiffres absolus, mais uniquement par rapport à leurs revenus globaux.

Pourquoi les émigrants envoient-ils des fonds dans leur pays d'origine ? Voici ce qu'un Nigérian émigré à Londres a répondu à un journaliste qui lui posait cette question : « Aider ma famille est pour moi un devoir social, culturel et moral. » Cela résume sans aucun doute l'avis de nombreux migrants, mais de telles réponses recouvrent un large éventail de motivations moins visibles. Voyons de plus près de quoi il s'agit.

« Les travaux qui analysent ce phénomène [les transferts de fonds] apportent de précieuses données descriptives ainsi que des résultats de recherche empirique mais ils ne l'expliquent que partiellement... »

Perspectives des migrations internationales : SOPEMI 2006

S'il n'existe pas de théorie générale pour expliquer les transferts de fonds des migrants, les experts ont proposé une série de

« modèles » visant à expliquer pourquoi les migrants envoient de l'argent dans leur pays d'origine. Le modèle du « pur altruisme » renvoie aux migrants dont la seule motivation est d'aider leur famille. À l'autre extrême, le « simple intérêt personnel » concerne les transferts de fonds servant à inciter les membres de la famille à s'occuper de biens laissés sur place, tels qu'une ferme ou une voiture, ou à acquérir du prestige dans la communauté.

Les transferts de fonds peuvent aussi avoir des explications plus complexes. Dans le cas des « arrangements familiaux tacites », par exemple, ils peuvent servir à dédommager la famille qui a offert le voyage de départ au migrant et qui l'a soutenu au cours de ses premiers mois à l'étranger. Les migrants peuvent aussi « rembourser » ce qu'ils doivent à leurs yeux à leur famille en aidant la génération suivante dans ses tentatives pour émigrer. En dernier lieu, les transferts de fonds peuvent aussi être des « décisions de gestion de portefeuille » pour les migrants dont l'objectif est de retourner dans leur pays d'origine avec un certain montant d'épargne ; leur capacité à atteindre ces objectifs reposera sur leurs revenus, ce qu'ils dépensent dans leur vie quotidienne et les demandes d'aide que leur adresse leur famille.

« ... il se peut que les transferts soient déterminés par toutes ces raisons en même temps, chacune expliquant une part du montant transféré ou la période d'exécution de l'opération. »

Perspectives des migrations internationales : SOPEMI 2006

Aucune de ces notions ne permet de prévoir exactement les montants qu'enverront les migrants, et elles ne tiennent généralement pas compte d'autres facteurs qui peuvent être importants, notamment la stabilité politique et économique du pays d'origine ou l'existence d'incitatifs financiers encourageant les migrants à envoyer des montants d'argent. En réalité, les transferts de fonds sont probablement effectués pour plusieurs de ces raisons, dont l'importance peut augmenter ou diminuer au fil du temps.

Comment les fonds sont-ils transférés ?

De quel montant les migrants disposent-il ? Quelle est la méthode de transfert la plus sûre ? la plus rapide ? la moins coûteuse ? Tous ces facteurs influent sur la manière dont les fonds sont envoyés. L'éventail des options est large : il va des

canaux non officiels – par exemple emporter l'argent avec soi en rentrant en bateau ou en avion dans son pays d'origine – aux canaux officiels tels que des virements bancaires.

Parmi les options les plus informelles, la méthode la plus simple consiste sans doute à transporter l'argent en personne, ce que peut faire le migrant soi-même ou un parent, ou un ami de confiance. Pendant longtemps, on a pensé que seul un petit nombre de migrants assez pauvres recourait à cette méthode, mais des recherches indiquent qu'elle pourrait être bien plus répandue. Selon certaines estimations, elle pourrait représenter 10 % des montants transférés par les Latino-Américains installés aux États-Unis, et jusqu'à 50 % des fonds envoyés par les migrants roumains.

De nombreux migrants asiatiques utilisent des systèmes informels qui évitent de transférer les fonds physiquement ou électroniquement. Ces systèmes – appelés parfois *hawala*, *hundi* ou *fei ch'ien* (littéralement « argent volant ») – sont fondés sur la confiance et passent par des intermédiaires. Voici à quoi cela pourrait ressembler : un migrant pakistanais installé à Londres va voir un *hawalader* – c'est-à-dire un intermédiaire – de confiance et lui remet l'argent qu'il veut envoyer. Le *hawalader* contacte un de ses homologues au Pakistan et lui demande de verser la somme à la famille du migrant. Bien que le *hawalader* se trouvant au Pakistan ait payé cette transaction sans rien recevoir en retour, il y a toutes les chances que d'autres transactions à venir lui rapporteront de l'argent lorsqu'un transfert s'effectuera du Pakistan vers Londres. Si ces paiements ne s'annulent pas mutuellement, les *hawaladers* font un bilan annuel pour équilibrer leurs comptes. Les relations entre les *hawaladers* reposent sur la confiance – et sur la peur des conséquences en cas de tricherie.

Les migrants disposent d'une large panoplie de solutions pour envoyer des fonds de façon plus officielle : ils peuvent s'adresser à des entreprises dirigées par des immigrants – que l'on appelle des « magasins ethniques » (*ethnic stores*) aux États-Unis – à des bureaux de poste, à l'un des géants du transfert de fonds, tels que Western Union ou Money Gram, ou encore à des banques. Dans le futur, il est probable que les migrants utiliseront de plus en plus les technologies des téléphones cellulaires pour transférer de l'argent, une option qu'explorent des entreprises comme CitiBank, MasterCard, Western Union et Vodaphone.

Ces solutions contribuent à réduire les coûts imposés par les canaux officiels de transfert, qui représentent une lourde charge pour de nombreux migrants. Selon des estimations de la Banque interaméricaine de développement (BID), quand un migrant envoie 200 dollars dans son pays d'origine, il doit payer jusqu'à 24 dollars de commission, soit 12 %, à une agence comme Western Union, et environ 14 dollars, soit 7 %, à une banque – lorsqu'il recourt à un *hawalader*, la commission est habituellement inférieure à 2 %. Selon la BID, en 2002, les migrants originaires des Caraïbes et d'Amérique latine ont ainsi dû payer au total 4 milliards de dollars de frais, soit près du huitième des fonds qu'ils ont transférés.

« ... si les émigrés qui expédient régulièrement la majeure partie de leur revenu disponible pouvaient prendre l'habitude de thésauriser sur un compte bancaire, ils en tireraient des avantages allant bien au-delà de l'économie réalisée sur les frais de transfert. »

Migrations, transferts de fonds et développement

En quoi est-ce préoccupant ? Tout d'abord, payer 24 dollars de commission sur un transfert de 200 dollars représente une perte de ressources financières considérable pour le migrant comme pour sa famille, quand bien même cette méthode de paiement procure une sécurité et une tranquillité d'esprit supplémentaires. Ensuite, en comptant sur des agences de transfert de fonds internationales, et des systèmes moins formels, les migrants se privent de certains avantages qu'il y aurait pour eux à mettre un pied dans le système financier du pays en ouvrant un compte bancaire. Ce faisant, les migrants non seulement bénéficieraient de frais de virement moins élevés, mais, éventuellement, ils pourraient aussi contracter des emprunts à des taux plus intéressants qu'en s'adressant à des usuriers de leur entourage ; dans certains pays, ils pourraient également bénéficier de comptes d'épargne et de comptes d'épargne-retraite assortis d'avantage fiscaux.

Toutefois, de nombreux migrants n'osent pas s'adresser à des banques, en particulier lorsqu'ils maîtrisent mal la langue de leur pays d'adoption, tandis que les migrants irréguliers peuvent être dans l'incapacité d'ouvrir un compte faute de numéro de sécurité sociale ou de carte d'identité. Cette situation a amené certains pays à simplifier les virements bancaires effectués par les migrants, même

pour ceux qui sont en situation irrégulière. La banque centrale des États-Unis – la Réserve fédérale américaine – a ainsi créé le programme *Directo a Mexico* qui permet à tous les Mexicains vivant aux États-Unis, quel que soit leur statut, d'envoyer de l'argent dans leur pays pour quelques dollars par virement. Les opposants à ce programme l'accusent de saper les lois de l'immigration américaines, mais, selon ses partisans, le fait de faciliter des transferts de fonds transparents contribue à lutter contre le crime parfois associé aux systèmes de transfert informels.

Quel est l'impact des transferts de fonds ?

Il suffit de se promener dans un village d'un pays en développement comme les Philippines pour que l'impact des transferts de fonds sur la vie des familles saute aux yeux. On remarque les familles au sein desquelles un fils, une fille, un père ou une mère travaille à l'étranger à ce qu'elles peuvent installer un nouveau toit ou même se construire une nouvelle maison, acquérir une télévision couleur pour regarder le dernier épisode d'un feuilleton à la mode ; leurs enfants portent des vêtements aux couleurs vives expédiés dans de gros colis depuis Hong-Kong (Chine) ou Singapour ; et leurs repas, plus copieux que ceux de leurs voisins, se composent de riz, de viande et de légumes locaux, mais aussi de petits extras comme des friandises importées.

Si l'impact peut être considérable pour les familles et les villages (la dimension *micro* des transferts de fonds), il est moins clair au niveau régional ou national (la dimension *macro*). L'argent envoyé peut diminuer la pauvreté, mais se peut-il aussi qu'il accroisse les inégalités ? Et si les transferts de fonds génèrent une activité économique au niveau local, telle que la construction de maisons, peuvent-ils également avoir un effet sur la croissance économique d'un pays et, si oui, de quelle manière ?

Un des impacts les plus évidents des transferts de fonds est la réduction de la pauvreté ou, plus exactement, de la pauvreté absolue, ce qui concerne essentiellement les personnes vivant avec moins de 1 dollar par jour (voir l'encadré). Selon des chercheurs de la Banque mondiale, une augmentation de 10 % des transferts de fonds par personne dans un pays en développement diminue la pauvreté absolue de 3.5 %. Il y a toutefois des raisons de croire que l'impact des transferts de fonds est plus important

Qu'est-ce que la pauvreté ?

Il existe de nombreuses manières de mesurer la pauvreté, mais deux des méthodes les plus importantes reposent sur la distinction entre la pauvreté relative et la pauvreté absolue. La **pauvreté absolue** renvoie généralement aux personnes qui survivent avec moins

qu'une certaine somme d'argent déterminée, d'habitude 1 dollar par jour. La **pauvreté relative** est un concept plus fluctuant, qui cherche à décrire si des personnes sont pauvres par rapport à d'autres, dans leur pays ou leur communauté.

encore : si certaines familles restent sous le seuil de pauvreté, ces transferts n'en permettent pas moins d'améliorer leurs revenus, et ils peuvent représenter une part très importante des revenus des familles les plus pauvres.

Les transferts de fonds peuvent également avoir un impact sur les inégalités de revenus, autrement dit sur le fossé qui sépare les pauvres et les riches. On utilise habituellement l'indice de Gini pour mesurer les inégalités de revenus, 0 équivalant à l'égalité absolue et 1 à l'inégalité absolue (c'est purement théorique : dans un pays où ce coefficient serait de 0, tout le monde aurait exactement le même revenu ; et dans un pays où il serait de 1, une seule personne aurait tous les revenus, et toutes les autres n'auraient rien).

Les recherches menées à travers le monde aboutissent à des conclusions contradictoires. Dans certains pays, tels que les îles Tonga et le Mexique, les transferts de fonds semblent avoir réduit les inégalités de revenus, alors qu'elles semblent augmenter dans d'autres pays, comme l'Égypte. L'explication pourrait être la suivante : dans un même pays, les familles relativement mieux nanties pourraient assumer les coûts initiaux nécessaires pour envoyer un fils ou une fille travailler à l'étranger plus facilement que les familles plus pauvres, et elles seraient donc en fin de compte plus susceptibles de bénéficier de transferts de fonds. Ainsi, selon certains chercheurs, les transferts de fonds auront tendance à réduire les inégalités de revenus lorsqu'elles sont initialement faibles ; mais si elles sont importantes au départ, ils ne feront que les aggraver.

Comment les transferts de fonds sont-ils utilisés ? Il n'y pas de réponse simple. Les situations diffèrent grandement, non

seulement d'une famille à l'autre, mais selon les pays. Cependant, pour toutes sortes de raisons, il est relativement rare que les familles qui reçoivent de l'argent l'investissent directement dans l'économie, par exemple en créant une entreprise. En règle générale, la majeure partie de ces fonds sont plutôt consacrés à des dépenses quotidiennes, par exemple nourriture et vêtements, en particulier dans les familles les plus pauvres. Ils sont également consacrés à l'éducation des enfants, au remboursement des dettes, au paiement de soins de santé, à l'achat de terres et à la construction de maisons. Une partie de ces fonds peut aussi servir à acheter des produits de luxe, dont certains peuvent être importés, ce qui signifie donc que l'argent envoyé dans le pays d'origine peut en sortir rapidement.

Certains groupes de migrants ont cherché à accroître les bénéfices des transferts de fonds pour toute la communauté de leur pays d'origine, et pas uniquement pour des familles données. Au début des années 60, des migrants mexicains de l'État mexicain du Zacatecas installés aux États-Unis ont commencé à créer des associations de villes d'origine (*hometown associations*) afin de s'entraider quand l'un d'eux tombait malade et pour organiser le retour des dépouilles des migrants au Mexique. Ces *Clubes Zacatecanos* ont fini par jouer un rôle plus important et en sont venus à soutenir des projets au Mexique, par exemple la réparation des églises et des places publiques. Leurs efforts ont ensuite reçu un soutien officiel : dans le cadre d'un programme appelé *Deux pour un*, l'État du Zacatecas donne un dollar pour chaque dollar envoyé collectivement par les associations. Aujourd'hui, des programmes *Trois pour un* sont implantés dans tout le Mexique au niveau fédéral : le gouvernement donne deux dollars pour chaque dollar provenant d'un transfert de fonds collectif. Une bonne partie de cet argent sert à financer des projets d'approvisionnement en eau et de tout-à-l'égout, des centres de développement communautaires et des bourses d'études. Le succès de ces programmes met en évidence la capacité des réseaux des diasporas et des associations de villes d'origine à soutenir le développement de leur pays natal, et pas uniquement sous la forme d'une aide financière : les migrants peuvent également offrir à leurs communautés d'origine une expertise et des compétences dont elles ont grandement besoin, ainsi que de précieux contacts commerciaux et relations sociales.

Qu'ils soient utilisés individuellement ou collectivement, les transferts de fonds peuvent avoir un impact économique considérable, principalement à travers ce que les économistes appellent leur « effet multiplicateur ». Imaginez la situation suivante : lorsqu'une famille se fait construire une nouvelle maison, elle doit embaucher un entrepreneur qui, à son tour, devra embaucher quelques aides et acheter des matériaux de construction ; le fournisseur de matériaux peut de son côté juger qu'il a désormais tellement de travail qu'il doit recruter plusieurs employés ou acheter un ordinateur, ce qui signifie que le magasin d'informatique fera plus d'affaires, et ainsi de suite. Cet enchaînement de conséquences est si important que des chercheurs ont même commencé à le mesurer. Au Mexique, par exemple, on a calculé que chaque dollar envoyé de l'étranger – ou « migradollar » – à une famille habitant dans une ville se traduisait par une augmentation du PIB de 2.90 dollars (le PIB, ou produit national brut, est une mesure fréquemment utilisée de l'activité économique se produisant uniquement à l'intérieur des frontières d'un pays).

En fournissant des devises étrangères, les transferts de fonds procurent d'autres avantages économiques. Ils peuvent réduire les déficits de la balance des paiements (c'est-à-dire l'argent arrivant dans un pays par rapport à l'argent qui en sort). La théorie économique est complexe, mais, en résumé, les transferts de fonds exercent une influence positive sur la balance des paiements, ce qui explique qu'au fil des ans certains pays en développement aient vivement encouragé leurs émigrés à envoyer de l'argent.

Si tout est pour le mieux du point de vue économique, il peut néanmoins y avoir un revers à la médaille. Selon certains analystes, les transferts de fonds créent une culture de la dépendance, autrement dit les gens attendraient passivement de l'argent, ne seraient pas prêts à prendre des risques ou même à faire les efforts nécessaires pour trouver un véritable emploi. Les transferts de fonds peuvent aussi entraîner directement des changements indésirables dans l'économie, ce que les économistes désignent d'une façon générale par l'expression « syndrome hollandais ».

Dans les années 60, les Pays-Bas ont découvert d'importants gisements de gaz naturel dans la mer du Nord. C'était une aubaine, mais cette nouvelle source de richesse apportait avec elle son lot d'inconvénients : elle provoqua une appréciation de

la monnaie, ce qui fit grimper les prix des produits d'exportation et les rendit moins compétitifs à l'étranger, plongeant le secteur manufacturier en pleine crise. La manne financière des transferts de fonds peut avoir des effets similaires : la valeur de la monnaie augmente et l'économie se concentre sur la satisfaction des besoins locaux (tels que la construction de maisons), en délaissant le secteur manufacturier dont les produits destinés à l'exportation deviennent de plus en plus chers.

« ... les transferts ne sont pas une panacée et ne sauraient se substituer à de saines politiques économiques dans les pays en développement. »

Migrations, transferts de fonds et développement

Pour être juste, très peu de faits prouvent que les transferts de fonds ont ce type d'effets. Toutefois, rien ne prouve non plus que les transferts de fonds effectués à grande échelle pourront toujours stimuler la croissance économique. Les situations diffèrent selon les pays, et les avantages apportés par ces transferts peuvent facilement se dissiper en l'absence de politiques de développement bien conçues.

En guise de conclusion...

Le développement ne représente bien sûr qu'un aspect des migrations internationales. Comme nous n'avons cessé de le dire dans ce livre, les gouvernements doivent surmonter des défis dans de très nombreux domaines afin de maximiser les avantages des migrations et d'en minimiser les inconvénients. Dans le prochain et dernier chapitre, nous reprendrons certaines des questions abordées dans cet ouvrage, et examinerons les problèmes statistiques que pose la mesure des migrations internationales.

Pour en savoir plus

OCDE

Sur l'Internet

Pour découvrir les travaux de l'OCDE consacrés aux relations entre migrations et développement, allez à l'adresse www.oecd.org/dev/migration.

Publications

La cohérence des politiques au service du développement : Migrations et pays en développement (2007). Cet ouvrage examine les coûts et les avantages des migrations pour les pays en développement et la façon dont ces flux pourraient être mieux gérés à l'échelle de la planète. Il encourage les pays de destination à envisager leurs politiques en matière de migration à travers le prisme du développement et les pays d'origine à envisager leurs politiques de développement à travers le prisme des migrations. En améliorant la cohérence des politiques en matière de migration et de développement, on atteindra plus efficacement les objectifs de chacun de ces deux domaines. Cette publication jette les bases d'un riche débat sur les innovations à apporter aux politiques afin de maximiser les avantages globaux des migrations internationales.

Faire des migrations un atout :

Pour un nouveau système de mobilité (2007). Comment le système de mobilité internationale de la main-d'œuvre devrait-il être géré pour mieux répondre aux besoins des pays de départ et des pays de destination des migrants, et des migrants eux-mêmes ? En d'autres termes, comment pourrions-nous tous tirer un meilleur parti des migrations ? Ce rapport est une synthèse des recommandations visant à répondre à cette question. On trouvera dans cet ouvrage des idées nouvelles et prometteuses tirées d'un examen approfondi de l'expérience de l'Europe et d'autres régions dans

des domaines aussi divers que le marché du travail, l'intégration, la coopération pour le développement et la mobilisation des diasporas.

AUTRES SOURCES

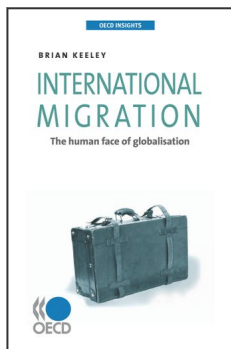
Le **Forum mondial sur la migration et le développement** est un forum planétaire informel, mené par les gouvernements, dont l'objectif consiste à offrir aux décideurs publics une plate-forme leur permettant d'échanger des idées et des informations sur les bonnes pratiques et les politiques en matière de migration et de développement, et d'examiner de nouvelles initiatives en faveur de la coopération internationale (www.gfmd-fmmd.org).

Les **travaux du Programme des Nations Unies pour le développement** (PNUD) portent entre autres sur les migrations, en raison des nombreux impacts qu'elles ont sur les populations et les pays pauvres (www.undp.org/poverty/migration.htm).

La **Banque mondiale** évalue le volume des transferts de fonds des migrants et l'impact des systèmes de paiement. Une section spéciale de son site Internet est consacrée aux transferts de fonds : <http://worldbank.org/remittances>.

Le **Fonds monétaire international** (FMI) étudie l'impact des migrations internationales dans le contexte de la mondialisation économique et évalue le volume des transferts de fonds des migrants. Faites des recherches avec les termes «migration» ou «transferts de fonds» sur le site Internet du FMI (www.imf.org).

L'**Institute for the Study of International Migration** (ISIM), à l'Université Georgetown (www12.georgetown.edu/sfs/isim), comprend un consortium de recherches spécialisées étudiant le rôle des transferts de fonds des migrants dans les situations de conflit et de crise.



Extrait de :
International Migration
The Human Face of Globalisation

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/9789264055780-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

Keeley, Brian (2009), « Migration et développement », dans Brian Keeley, *International Migration : The Human Face of Globalisation*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264055803-7-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.